Le Soir
PANORAMA

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

A FONDS PERDUS

Le désastre libéral

Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

L'économiste égyptien Samir Amin vient de signer une longue et excellente contribution théorique dans l'édition électronique de la publication parisienne *Marianne*, sous le titre *Le capitalisme, une parenthèse dans l'histoire*.

Les thèses présentées dans cette contribution ont été développées par l'auteur dans son ouvrage *Sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise*, récemment paru aux éditions Le Temps des Cerises, à Paris.

Conforme à la tradition marxiste, il estime que «le principe de l'accumulation sans fin qui définit le capitalisme est synonyme de croissance exponentielle, et celle-ci, comme le cancer, conduit à la mort». A ses yeux, la crise actuelle est de nature à remettre en cause les fondements du système, autorisant ainsi à «sortir non pas de la crise du capitalisme, mais du capitalisme en crise». Il y voit là la fin d'un cycle historique dont la parenthèse 1945-1980 est venue contrarier le mûrissement puisque la triple victoire de la démocratie, du socialisme et de la libération nationale des peuples avait permis, pendant cette période, la substitution — au modèle permanent de l'idéal capitaliste —, de la coexistence conflictuelle des trois modèles sociaux régulés qu'ont été le Welfare State de la social-démocratie à l'Ouest, les socialismes réellement existants à l'Est et les nationalismes populaires, ou populistes, et autoritaires au Sud. L'essoufflement, puis l'effondrement de ces trois modèles, a rendu possible un retour à la domination sans partage et arrogante du capital, qualifiée de néo-libérale.

Le nouveau système en place a pour caractéristiques principales : «capitalisme des oligopoles, pouvoir politique des oligarchies, mondialisation barbare, financiarisation, hégémonie des Etats-Unis, militarisation de la gestion de la mondialisation au service des oligopoles, déclin de la démocratie, pillage des ressources de la planète, abandon de la perspective du développement du Sud».

Le capitalisme contemporain est «d'abord et avant tout un capitalisme d'oligopoles au sens plein du terme (ce qu'il n'était qu'en partie jusqu'ici)». Oligopoles qui ont la particularité d'être «financiarisés» dans le sens qu'eux seuls ont accès au marché des capitaux. «Cette financiarisation donne au marché monétaire et financier – leur marché, celui sur lequel ils se concurrencent entre eux – le statut de marché dominant, qui façonne et commande à son tour les marchés du travail et d'échange de produits».

Au plan social, la financiarisation mondialisée s'exprime par une transformation de la classe bourgeoise dirigeante, devenue ploutocratie rentière. Un niveau insultant de rémunération, des dividendes cumulées aux stocks options et autres primes de départ, en font une lèpre sociale indétrônable qui a pris dans ses tentacules toutes les sphères génératrices de profit. Il s'en est suivi un déclin de la démocratie, «produit inévitable de cette concentration du pouvoir au bénéfice exclusif des oligopoles». Ces derniers gouvernent le monde contemporain, sous la forme d'oligarchies financières aux Etats-Unis, en Europe et au Japon, de maffias russes, de statocratie en Chine.

Autour de la question de l'accumulation s'articulent des rapports de domination et de dépossession entre un centre opulent et des périphéries paupérisées et misérables. Ces rapports, naturellement conflictuels, sont l'axe central de l'alternative «socialisme ou barbarie».

La première, le socialisme, option qui lui parait inéluctable car le capitalisme «atlantique», artisan d'une mondialisation «victorieuse» qui profite principalement aux ploutocraties oligopolistiques, est incapable de s'imposer d'une manière durable : «Le capitalisme historique est tout ce qu'on veut sauf durable. Il n'est qu'une parenthèse brève dans l'histoire. Sa remise en cause fondamentale — que nos penseurs contemporains, dans leur grande majorité, n'imaginent ni "possible" ni même "souhaitable" – est pourtant la condition incontournable de l'émancipation des travailleurs et des peuples dominés (ceux des périphéries, 80 % de l'humanité). Et les deux dimensions du défi sont indissociables.»

Le sens et la direction que prend ici l'histoire renouent avec une certaine tradition ou conviction «chinoise» que Samir Amin a toujours fait sienne : «L'accumulation par dépossession se poursuit sous nos yeux dans le capitalisme tardif des oligopoles contemporains (...) Dans cet esprit, je place la "nouvelle question agraire" au cœur du défi pour le XXIe siècle. La dépossession des paysanneries (d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine) constitue la forme majeure contemporaine de la tendance à la paupérisation (au sens que Marx donne à cette "loi") associée à l'accumulation. Sa mise en œuvre est indissociable des stratégies de captation de la rente impérialiste par les oligopoles, avec ou sans agrocarburants.

J'en déduis que le développement des luttes sur ce terrain, les réponses qui seront données à travers elles à l'avenir des sociétés paysannes du Sud (presque la moitié de l'humanité) commanderont largement la capacité ou non des travailleurs et des peuples à produire des avancées sur la route de la construction d'une civilisation authentique, libérée de la domination du capital, pour laquelle je ne vois pas d'autre nom que celui du socialisme». Sa conviction est que la poursuite de la stratégie d'expansion du capitalisme tardif des oligopoles se heurtera nécessairement à la résistance grandissante des nations du Sud.

Dans l'appréciation de la situation actuelle, Samir Amin invite à revenir sur la première longue crise du capitalisme, qui a façonné le XXe siècle, tant le parallèle entre les étapes de son développement avec celui de la crise dite des subprimes lui parait saisissant, avec néanmoins d'autres perspectives : «Et tout comme la première mondialisation financiarisée avait donné 1929, la seconde a produit 2008. Nous sommes parvenus aujourd'hui à ce moment crucial qui annonce la probabilité d'une nouvelle vague de "guerres et révolutions". D'autant que les pouvoirs en place n'envisagent rien d'autre que la restauration du système tel qu'il était avant son effondrement financier.»

C'est pourquoi, le désastre libéral impose un renouveau de la critique radicale du capitalisme : «Le défi est celui auquel est confrontée la construction/reconstruction permanente de l'internationalisme des travailleurs et des peuples, face au cosmopolitisme du capital oligarchique. La construction de cet internationalisme ne peut être envisagée que par le succès d'avancées révolutionnaires nouvelles (comme celles amorcées en Amérique latine et au Népal) ouvrant la perspective d'un dépassement du capitalisme.»

En tirant les enseignements les plus pertinents de l'histoire contemporaine, il arrive à cette conclusion : «La première vague de luttes pour le socialisme, celle du XXe siècle, a démontré les limites des social-démocraties européennes, des communismes de la troisième internationale et des nationalismes populaires de l'ère de Bandoung, l'essoufflement puis l'effondrement de leurs ambitions socialistes.

La seconde vague, celle du XXIe siècle, doit en tirer les leçons. En particulier associer la socialisation de la gestion économique et l'approfondissement de la démocratisation de la société. Il n'y aura pas de socialisme sans démocratie, mais également aucune avancée démocratique hors de la perspective socialiste.»

A. B.

(*) Samir Amin - *Tribune/Marianne*, Samedi 25 juillet 2009.

POUSSE AVEC EUX !

Tout n'est pas pourri sur ce continent !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

Algérie. A l'approche du Ramadan, les pharmacies prises d'assaut.

Antidépresseurs !

L'information n'a eu droit qu'à un ou deux entrefilets rachitiques. Pourtant, elle me semble de taille. Le plus officiellement qui soit, dans deux déclarations de hauts responsables et dans un communiqué de son gouvernement, l'Afrique du Sud, pays membre de l'Union africaine, annonce qu'il se désolidarise de la position de cette organisation continentale qui consiste à protéger Omar Al-Bachir, dirigeant du Soudan. Non seulement, Pretoria se désolidarise de cette coquine solidarité avec un chef d'Etat intégriste, mais en plus elle annonce qu'elle procédera à son arrestation et à sa mise à disposition de la justice internationale si, par un quelconque hasard, il mettait le bout du bout de son orteil sur son territoire ou dans une quelconque aire géographique relevant de la juridiction sud-africaine. Bonté divine ! C'est d'une «clarté limpide» comme dirait l'autre. Y a ni Union africaine qui tienne, ni solidarité continentale à la noix qui puisse jouer en pareille situation aux yeux des Sud-Africains. Omar Al-Bachir est accusé de crime de guerre et de crime contre l'humanité, et l'Afrique du Sud le menottera comme il se doit, comme doivent être menottés tous les criminels de cet acabit. Comme quoi, il est possible de faire de la politique étrangère sans concession aucune sur les questions humaines, civilisationnelles. C'est une belle baffe balancée dans la tronche de cette UA qui avait honteusement et piteusement pris fait et cause pour Al-Bachir en refusant de le livrer à la CPI, la Cour pénale internationale. Et dans le concert des pleureuses de l'UA qui versaient de grosses larmes sur l'injustice faite à Al-Bachir par les instances internationales, dans les récriminations contre la mise au banc du président soudanais, l'Algérie n'était pas le pays à avoir versé le moins de larmes. Nos dirigeants étaient montés bille en tête, le drapeau soudanais agrafé sur leur petite poitrine pour jurer fidélité et protection au frère Al-Bachir. De belles bondieuseries et de coquins arrangements entre petits dictateurs pour maintenir le statu quo islamo-conservateur. Il était bon que dans cette infecte fourmilière de complicité continentale avec un criminel de guerre, le pays de Mandela vienne donner un sacré coup de pied. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

www.tacervellesarrete.blogspot.com